



Recommandations pour la Réunion Supplémentaire de la Dimension Humaine Liberté de Religion ou de Croyances 9 - 10 Juillet 2009 Hofburg, Vienne

COJEP International a exprimé à maintes reprises ses préoccupations concernant les actuels discours public appelant à la restriction des droit à la liberté de religion ou de convictions de certaines minorités en invoquant l'idée que la présence de ces minorités seraient une menace pour l'identité culturelle de certains Etats participants de l'OSCE. Par conséquent, nous appelons les organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme et les organismes spécialisés ainsi que les acteurs politiques à prendre une position plus ferme contre de tels actes d'intolérance et de xénophobie, en particulier à l'occasion des périodes électorales lorsque la rhétorique chauvines et anti-immigrés atteint des sommets.

Les dernières élections européennes ont malheureusement confirmé nos préoccupations par l'aggravation du climat d'intolérance à l'égard des diverses communautés minoritaires, y compris les musulmans dans de nombreuses parties de la région de l'OSCE. Nous avons observé que la xénophobie et les rhétoriques anti-immigrés contre les musulmans ont été particulièrement fortes au cours des campagnes électorales aux Pays-Bas et en Autriche. Les discussions sur l'interdiction du Coran et de la construction des mosquées ont donné le ton d'un discours politique en rapport à la place des immigrés dans la société.

Sur la base de ces analyses, notre organisation demande instamment au représentants personnels de la Présidence en exercice de l'OSCE sur la tolérance et la non-discrimination, en particulier celui chargé de l'intolérance et de la discrimination envers les musulmans de condamner fermement de telles manifestations de haine et de lancer un appel sensibilisateur sur le fait qu'il existe une nécessité pour le BIDDH d'observer les élections du point de l'utilisation de la propagande raciste et xénophobe.

Dans ce contexte, nous formulons les recommandations suivantes :

1 – Le droit d'exprimer et de pratiquer sa religion et sa croyance est un des droits fondamentaux de l'homme et des libertés, de ce fait, ce droit est reconnu par tous les Etats participants de l'OSCE. Cela sous-entend que les États participants doivent veiller au respect des conditions nécessaires à l'exercice de ce droit sans être soumis à toutes d'éventuelles conséquences négatives.

2 – Toutefois, en Europe, nous constatons que les musulmans ont été de plus en plus confrontés à des attitudes arbitraires et discriminatoires donnant lieu à des restrictions dans leur droit de manifester et de pratiquer leurs religions. Le référendum visant à interdire la construction de minarets en Suisse et la récente loi adoptée dans le même but dans la province de Carinthie en Autriche sont deux exemples de cette situation préoccupante. Les musulmans sont également préoccupés par l'interventionnisme dans leurs affaires religieuses, surtout quand ils ne sont pas autorisés à choisir leurs propres imams ou muftis.

3 - Nous espérons que le BIDDH pourra accorder plus d'attention aux défis qui concernent les musulmans. Toutefois, nous avons récemment observé une forte diminution du financement pour le soutien des ONG musulmanes alors que cet appui est nécessaire pour assister à la réunion de la dimension humaine de l'OSCE et faire entendre leur voix. Nous tenons à souligner que, pour assurer une participation plus équilibrée de toutes les communautés dans la région de l'OSCE, le BIDDH doit promouvoir davantage la participation des ONG musulmanes.

4 – Nous voudrions également signaler que le Groupe d'experts sur la liberté religieuse du BIDDH doit avoir une approche plus équilibrée à l'égard de toutes les régions de l'OSCE et de tous les groupes religieux, les croyants et les non-croyants. À cette fin, nous tenons à proposer au BIDDH d'inclure au moins un expert ayant une minorité musulmane de fond.

5 – Enfin, aujourd'hui, nous appelons la prochaine présidence kazakhe de l'OSCE de diriger cette institution avec une approche plus équilibrée à l'égard de toutes les formes d'intolérance et de discrimination.

FILIZ Veysel
Vice-président
09-07-2009
veyselfiliz@cojep.com

